27 OCTOBRE 2018

N° 248

PRIX : 100 Fr

Le pouvoir aux travailleurs

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

UN PERSONNEL POLITIQUE MINABLE,
À L'IMAGE DE LA BOURGEOISIE DONT IL SERT LES INTÉRÊTS … Page 3-4

MIBEM : LA COLÈRE GRONDE, LA LUTTE CONTINUE !. Page 5

FAIRE ENTENDRE LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS Page 9

GUINÉE : IL Y A 60 ANS SÉKOU TOURÉ DISAIT « NON » À DE GAULLE Page 13-14

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
UN PERSONNEL POLITIQUE MINABLE, À L'IMAGE DE LA BOURGEOISIE DONT IL SERT LES INTÉRÊTS ……	3
… ET COMPLÈTEMENT INTERCHANGEABLE ……..	4
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS:	
MIBEM : LA COLÈRE GRONDE, LA LUTTE CONTINUE ! ……	5
SOGB : LES TRAVAILLEURS REDRESSENT LA TÊTE ……...	6
DARLING : IL FAUT PLUS QUE DE SIMPLES NÉGOCIATIONS POUR FAIRE RECULER LE PATRON ……...	6
LE TRANSPORT DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE ENTIÈREMENT À LA CHARGE DU PATRON ! …….	7
CHU DE YOPOUGON : MANIFESTATION DES PETITS EMPLOYÉS ……	7
LA GRÈVE DES CONDUCTEURS DE CAMIONS CITERNES DE CARBURANT : UNE ILLUSTRATION DE LA FORCE DU MONDE OUVRIER	7
LE COMBAT POUR LA RECONNAISSANCE DES MALADIES PROFESSIONNELLES EST À MENER ! ……..…….	8
L E U R S O C I E T E:	
FAIRE ENTENDRE LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS ……...	9
L'ART HYPOCRITE DE CAMOUFLER LES CHIFFRES SUR LE CHÔMAGE	9 - 10
ENCORE UN EFFONDREMENT D'IMMEUBLE À YOPOUGON ! …….	10
NOUVELLE AUGMENTATION DE SALAIRE POUR LE CORPS PRÉFECTORAL, ……..	10
LUTTE CONTRE LES FAUX MÉDICAMENTS : C'EST LE CAPITALISME QUI TUE …….	11
LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : DU PIPEAU ! …..	11 - 12
INTERNATIONAL :	
GUINÉE : IL Y A 60 ANS SÉKOU TOURÉ DISAIT « NON » À DE GAULLE ..	13 - 14

E d i t o r i a l

UN PERSONNEL POLITIQUE MINABLE, À L'IMAGE DE LA BOURGEOISIE DONT IL SERT LES INTÉRÊTS …

Les élections municipales et régionales sont terminées. Le bilan humain s'élève à cinq ou six morts. Au total il y a eu moins de 2 millions de votants pour moins de 4,5 millions d'inscrits. Le Rhdp de Ouattara sort grand vainqueur. Les « *indépendants* » sont en seconde position et en troisième le Pdci de Bédié, affaibli par la défaillance d'un certain nombre de ses hauts cadres attirés par les carottes tendues à eux par Ouattara.

Certains candidats n'ont pas lésiné sur les moyens et ont dépensé jusqu'à plusieurs milliards de francs pour acheter des votes. C'est le cas, par exemple, de l'actuel ministre de la Défense qui s'est fait élire à Abobo, une des communes les plus pauvres d'Abidjan. Ce milliardaire est trop riche pour habiter cette commune trop sujette à des coupures d'eau et d'électricité, où la voirie et le système d'assainissement sont dans un état lamentable, où l'insécurité est grande à cause de la misère, etc.

Pour lui qui ne cache pas ses ambitions de grimper plus haut, l'enjeu de cette élection était tout autre que la simple gestion municipale. Être à la tête d'Abobo (une des plus importantes communes en nombre d'habitants de tout le pays) est un atout de taille en perspective de l'élection présidentielle de 2020. Il pourra monnayer plus chèrement son soutien à son mentor actuellement au pouvoir et pourquoi pas, envisager peut-être de devenir calife à la place du calife si l'occasion se présente.

Derrière la bataille de chiffonniers qui a émaillé la campagne électorale, l'enjeu était avant tout d'ordre financier pour les principaux candidats en lice. D'ailleurs, à peine les élections terminées, les enchères ont aussitôt commencé entre le Pdci et le Rhdp pour l'achat des « *indépendants* » qui contrôlent 6 conseils régionaux et 56 conseils municipaux. Selon les bruits qui circulent, une enveloppe de 100 millions est proposée de main en main à ceux qui accepteraient de rejoindre l'un des deux camps. À ce jeu-là, le parti actuellement au pouvoir, le Rhdp, pour ne pas dire le Rdr, dispose d'un coup d'avance et de ressources bien plus importantes que ses concurrents.

C'est ainsi que, par exemple, cet élu du Conseil régional de l'Indénié-Djuablin, la région d'Abengourou, a dit à haute voix et sans complexe : « *Bye bye au Pdci… j'offre ma victoire au Rhdp* ». Autrement dit, il va là où la mangeoire est plus alléchante aujourd'hui. À Adiaké, c'est à une coalition Pdci-Fpi qu'on a assistée.

La classe politique de ce pays est gangrénée par la « *mangécratie* » comme le disait un célèbre chanteur, et cela ne date pas d'aujourd'hui. Elle est pourrie comme la société capitaliste où tout s'achète et tout se vend.

… ET COMPLÈTEMENT INTERCHANGEABLE

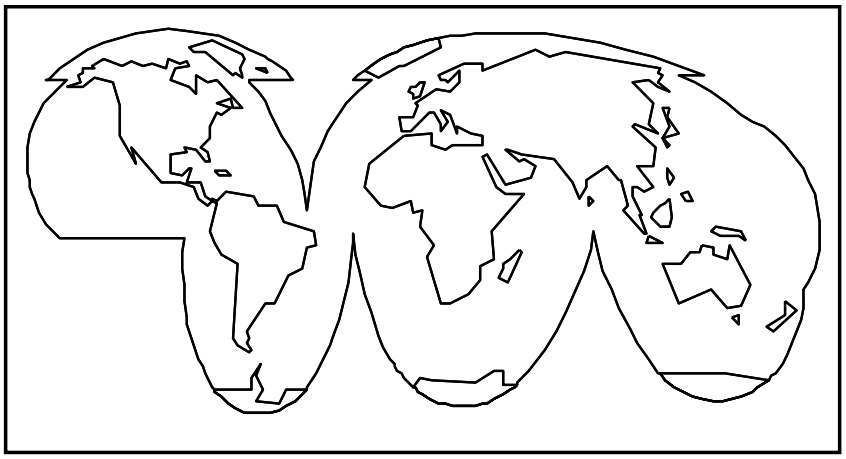
Pour la bourgeoisie, que ce soit tel clan ou tel autre qui arrive au pouvoir, c'est juste une question de changement de personnel politique destiné à servir ses intérêts. On a déjà assisté à plusieurs valses au sommet de l'appareil d'Etat dans un passé récent sans aucune égratignure pour les intérêts des capitalistes ; on en reverra d'autres.

Ce sont collectivement les capitalistes qui détiennent en fait les vraies rênes du pouvoir. Ce sont eux qui imposent des cadences infernales aux ouvriers et aux employés qu'ils exploitent dans leurs usines, leurs chantiers ou leurs bureaux. Ce sont eux qui paient des salaires de misère, cela, quelles que soient les lois en vigueur ou le pouvoir en place.

Ainsi, dans les zones industrielles de Koumassi ou de Yopougon, par exemple, des ouvriers travaillent actuellement 12 heures par jour, de nuit comme de jour, pour un salaire de misère ! Cette situation dure depuis des années, pour ne pas dire des décennies et continue de se dégrader ! Ces travailleurs n'ont ni vacances, ni retraites. Celui qui a eu le malheur de subir un accident de travail l'empêchant ensuite de tenir son poste de travail, risque d'aller mourir au village en laissant toute sa famille dans la grande détresse !

Cette société capitaliste ne réserve que souffrance et misère à la classe laborieuse et aux pauvres en général. Cela ne peut pas durer éternellement. Face à la rapacité de la bourgeoisie, la seule et unique défense des travailleurs, c'est leur capacité d'organisation et de lutte. Voilà pourquoi il faut préparer dès maintenant les grandes luttes qui opposeront inévitablement la classe des exploiteurs à celle des exploités. Ce n'est qu'en renversant la bourgeoisie et en mettant fin au système capitaliste que les travailleurs pourront bâtir une autre société où les intérêts de la majorité primeront enfin sur ceux de la minorité de parasites et d'exploiteurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MIBEM : LA COLÈRE GRONDE, LA LUTTE CONTINUE !

Le vendredi 26 octobre, chez Mibem, une société de fabrication de liqueur et de vin en carton située dans la zone industrielle de Koumassi, les travailleurs sont entrés en grève contre les menaces et autres renvois abusifs.

C'est depuis plusieurs années que les travailleurs de cette entreprise subissent ce genre d'abus. Ils travaillent 12 heures par jours avec un repos de 30 minutes seulement et cela, six jours sur sept pour un salaire de misère de 80.000 F. Certains sont obligés de travailler nuit et jour. Le travail de samedi est obligatoire mais pas rémunéré à titre d'heures supplémentaires. La majorité des travailleurs a le statut de journaliers après plus de 10 voire 12 ans de présence continue dans l'entreprise.

De temps en temps des coups de colère éclatent mais la direction réussi à diviser les travailleurs en les classant en plusieurs catégories. Une minorité a un statut d'embauchée tandis que la grande majorité est repartie entre « journaliers permanents » et « occasionnels ». Même ceux qu'il avait finis par embaucher par petites vagues ne sont pas contents de leur situation puisque leur ancienneté n'a même pas été prise en compte, ni la déclaration à la CNPS, le payement des heures supplémentaires, la revalorisation salariale, etc.

C'est ainsi que les travailleurs se sont encore une fois organisés. Ils ont saisi la direction avec une liste de revendications.

Sentant la colère montée, le patron a accordé une petite prime mensuelle aux embauchés et augmenté le salaire des journaliers. Autant dire une misère au regard des principales revendications avancées par les travailleurs ! Et comme il n'a pas réussi à étouffer la colère, un matin, il a choisi d'attaquer, en multipliant les mises à pied et les demandes d'explication, pour un oui ou pour un non et a même fait un renvoi. Il a aussi multiplié les mutations de postes dans l'usine.

Cette provocation avait pour objectif de précipiter la grève qui se préparait et lui permettre d'avoir toute latitude de renvoyer les têtes qui dépassent.

C'est en effet ce qui se produisit le vendredi 26 octobre. Les travailleurs ont bloqué l'usine pendant quelques heures. 8 travailleurs ont été jetés à la porte et une dizaine ont écopé de demande d'explication fallacieuse.

En réponse, les travailleurs ont déposé un préavis de grève. La période est très propice à cause de l'approche des fêtes de fin d'année, signe de bonnes affaires pour le patron.

Quel que soit l'aboutissement de ce bras de fer, les travailleurs ont gagné en dignité. Ils ont montré qu'ils ne sont pas des bêtes de sommes. Ils ont aussi appris à se réunir en Assemblé Générale, à décider démocratiquement de la conduite à tenir face aux attaques qu'ils subissent. Ils savent que les travailleurs des entreprises environnantes et au-delà vivent les mêmes réalités. Ensemble ils peuvent augmenter leur force pour mieux tenir tête aux capitalistes qui les exploitent.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SOGB : LES TRAVAILLEURS REDRESSENT LA TÊTE

La SOGB (Société des caoutchoucs de Grand Béreby) est, comme son nom l'indique, basée à Grand-Béréby, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle est spécialisée dans le caoutchouc et l'huilerie ; elle emploie près de 8 000 travailleurs. Ceux-ci sont engagés dans un mouvement de grève à rebondissement. Ils réclament une augmentation substantielle de leurs salaires qui oscillent entre 25 000 F et 50 000 F, de meilleures conditions de travail, le respect et la dignité.

Depuis plusieurs années, des négociations sont en cours pour régler ce problème mais il n'en sort rien de concret pour les travailleurs. Face au mépris affiché du patron, les travailleurs sont passés à la vitesse supérieure en se mettant en grève. Lorsque celle-ci a éclaté, patronat et autorités ont montré à quel point ils étaient de mèche ; ils n'avaient qu'un seul mot à la bouche : « *la grève est illégale* ». Leur seul but était de faire reprendre le travail aux ouvriers sans que ceux-ci aient obtenu quoi que ce soit.

Comme les travailleurs restaient mobilisés, le patron a remis des lettres de licenciement à 70 de leurs représentants, croyant ainsi pouvoir casser le mouvement des travailleurs par l'intimidation. Manque de chance pour lui, c'est l'effet contraire qui s'est produit, la mobilisation est montée d'un cran. Les travailleurs ont entrainé femmes et enfants et ont battu le pavé dans la ville, puis devant la direction qu'ils ont bloquée. Pris de panique, les responsables de l'entreprise se sont enfermés dans leurs bureaux. Ils ne doivent leur sortie que grâce à l'intervention musclée des forces de l'ordre.

Les travailleurs restent mobilisés et n'entendent pas baisser les bras tant que les patrons n'accèderont pas à leurs revendications.

DARLING : IL FAUT PLUS QUE DE SIMPLES NÉGOCIATIONS POUR FAIRE RECULER LE PATRON

Les travailleurs journaliers de Darling, une entreprise de fabrication de mèches de cheveux artificielles, basée à la zone industrielle de Yopougon, sont engagés dans un bras de fer avec leur direction. Ils réclament un contrat d'embauche en bonne et due forme, de meilleurs salaires, un paiement régulier, la déclaration à la CNPS, l'assurance maladie, etc.

Ces revendications sont en fait les mêmes que dans les autres entreprises de la zone et même au-delà. Partout les patrons pressurent les travailleurs pour augmenter leurs profits. Ils sont sourds aux revendications ouvrières et lorsque la colère longtemps retenue éclate au grand jour ils font semblant de négocier pour mener les travailleurs en bateau. Mais ceux-ci finiront par taper vraiment du poing sur la table et arrêtant la production et en s'organisant plus efficacement pour se faire respecter. C'est à ce moment-là que la peur va changer de camp.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE TRANSPORT DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE ENTIÈREMENT À LA CHARGE DU PATRON !

Nombreux sont les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon qui, faute de moyen pour assurer leur transport journalier, font de l'auto-stop pour rentrer chez eux à la descente de boulot. Ils sont attroupés aux heures de descente au carrefour zone, au carrefour prison civile ainsi qu'au carrefour CIE. L'attente peut durer parfois des heures avant qu'un véhicule ne daigne s'arrêter pour prendre quelques-uns. La plupart du temps, ce sont des bâchées qui passent par là ou des camions benne dont les chauffeurs s'arrêtent par solidarité pour prendre quelques-uns d'entre eux. Ainsi des travailleurs sont transportés comme du bétail à leur descente de boulot.

Et pourtant, ça ne coûterait pas grand-chose aux patrons de mettre à la disposition des travailleurs des véhicules de transports adéquats. Mais attendre cela de ces patrons exploiteurs, c'est comme attendre du lait d'un bouc. A moins qu'ils soient contraints par un coup de colère des travailleurs.

CHU DE YOPOUGON : MANIFESTATION DES PETITS EMPLOYÉS

Le 02 octobre dernier, les brancardiers, les petits agents de bureau, les employés de salle du centre hospitalier et universitaire de Yopougon ont fait grève.

En brandissant des pancartes, ils ont manifesté bruyamment leur colère. Ils réclament cinq mois de salaires impayés depuis mai 2018 ainsi que de meilleures conditions de travail.

La direction a eu le culot d'affirmer que leurs salaires n'ont pas été pris en compte dans le budget 2018. Cela montre à quel point elle a de la considération pour les travailleurs du rang ! Elles se moquent de savoir comment ces travailleurs payent leur loyer, comment ils se nourrissent, comment ils assurent leur transport, les factures, etc.

Vivement que le monde du travail se réveille pour que la peur change de camp.

LA GRÈVE DES CONDUCTEURS DE CAMIONS CITERNES DE CARBURANT : UNE ILLUSTRATION DE LA FORCE DU MONDE OUVRIER

Au début du mois d'octobre, les chauffeurs des camions citernes transportant du carburant ont fait grève pendant 3 jours. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est qu'on impute dans leurs salaires les écarts de volume constaté lors des livraisons dans les stations d'essence. Ils exigent la suppression des nouveaux instruments de mesure qu'ils estiment mal calibrés. Par la même occasion, ils ont demandé un salaire de 350 000 francs en lieu et place de leurs salaires actuels compris entre 50 000 et 125 000 francs pour rattraper la perte du pouvoir d'achat subie depuis plusieurs années.

Face à cette mobilisation qui ne faiblissait pas, les autorités ont vite fait de supprimer les nouveaux instruments de mesure. Reste maintenant encore la question des salaires. Les conducteurs ont repris le travail mais rien ne dit qu'ils ne reprendront pas la grève si la direction s'obstine à les mépriser.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE COMBAT POUR LA RECONNAISSANCE DES MALADIES PROFESSIONNELLES EST À MENER !

La CNPS a récemment tenu un symposium sur la prévention des risques professionnels. De nombreuses maladies professionnelles ne sont pas encore reconnues comme telles par cet organisme alors que les travailleurs en meurent ou sont handicapés à vie. Même lorsqu'il s'agit d'une maladie reconnue par la CNPS comme professionnelle, il est très difficile pour un travailleur de faire valoir ses droits.

Une maladie professionnelle selon la définition de la CNPS, « *est une maladie contractée par le travailleur exposé de façon habituelle à l'action de certains agents nocifs dans l'exécution de son travail* ». Trois conditions sont nécessaires pour prétendre avoir le droit d'être considéré comme atteint d'une maladie professionnelle. Le travailleur doit avoir été exposé pendant une certaine période, présenter les symptômes durant une certaine période après avoir changé ou quitté cet emploi ; la maladie doit figurer sur la liste des maladies professionnelles reconnues comme telles par la législation nationale.

La liste des maladies professionnelles était de 41 en 1957 (elle comporte par exemple des maladies comme la silicose, inhalation de poussière, sur les btp et les carrières ; asbestose, maladie pulmonaire consécutive à l'exposition à l'amiante). Puis, elle est passée à 42 en 1967 avec l'ajout des affections dues à l'exposition au bruit.

Depuis lors, ce n'est qu'en 2013, que trois autres maladies ont été ajoutées à cette liste. D'ailleurs, ce n'est que cette année, que par exemple des indemnisations ont été prévues par l'Etat pour les affections péri-articulaires provoquées par certains gestes et postes de travail et les affections chroniques du rachis lombaire provoquées par la manutention de charges lourdes et enfin pour les affections liées au travail du bois.

C'est dire que des milliers d'ouvriers sont morts, de maladies provoquées par leur travail, sans aucune indemnisation !

A ce même symposium, on a dit aussi que *« 82% des postes de travail évalués dans 320 entreprises sont exposés au risque bruit dépassant les 85 décibels ».* Et que c'est seulement 1,4 à 14% des salariés de ces entreprises qui portent une protection individuel contre le bruit. Autrement dit, la grande majorité n'est même pas protégée contre cette forme de nuisance.

La santé des travailleurs n'est pas le souci des capitalistes. Pour eux, seul le profit est sacré. Les autorités publiques sont complices de cette situation car elles ferment les yeux sur les vrais responsables !

L E U R S O C I E T E

FAIRE ENTENDRE LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS

Après une campagne de 2 semaines, les élections municipales et régionales couplées se sont tenues le samedi 19 octobre. À Abidjan, elles n'ont pas suscité d'engouement, malgré la rivalité PDCI-RHDP.

À Abobo, bastion du parti au pouvoir, où s'est présenté un ponte du RDR en la personne du ministre de la Défense, sur les 357.000 inscrits, officiellement moins de 88.000 ont voté, soit autour de 25% de taux de participation. Malgré tous les efforts et moyens déployés par le candidat du RHDP, le jour de l'élection les populations d'Abobo ont vaqué à leurs occupations habituelles. Ce fut pareil dans les autres communes du district d'Abidjan et à travers tout le pays.

Et pourtant des rixes ont éclaté dans certaines localités lors de ces élections. Officiellement, il aurait eu 5 morts et des zones de tension subsistent encore à Bassam et Port-Bouet pour ne citer que de ces localités-là.

Les élections quelles qu'elles soient, encore moins les municipales, ne sont point en mesure de changer le quotidien des populations. À la limite, elles suscitent de faux espoirs dus aux mensonges des candidats, mais qui sont vites déçus dès la prise de fonction du nouvel élu.

Pour les populations, il n'y a pas de changement dans la vie quotidienne. C'est le même personnel politique qui transhume d'une chapelle à l'autre. Hier PDCI, après FPI, RDR, UDPCI ou « *Indépendant* » selon les intérêts du moment. De plus, comme fond politique, presque tous distillent le poison de l'ethnisme et du régionalisme teinté de xénophobie ou de religion.

Il y a de quoi donc être dégouté par ces politiciens-là, qui sèment la division et la suspicion dans les villes et hameaux et dont les victimes se comptent toujours dans les quartiers pauvres.

L'alternative pour les classes laborieuses serait qu'elles se donnent un parti de classe qui mettrait ses intérêts spécifiques en avant. Ce parti révolutionnaire dont l'objectif serait d'organiser et de guider les travailleurs pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, pourrait utiliser les campagnes électorales pour faire entendre les aspirations et les revendications du monde du travail. Mais ce parti-là reste encore à construire.

L'ART HYPOCRITE DE CAMOUFLER LES CHIFFRES SUR LE CHÔMAGE

Le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes était à une rencontre avec les journalistes à la maison de la presse. Pour lui, « *la seule vraie enquête menée, sur la situation de l'emploi en Côte d'Ivoire, date de 2012* ». L'étude aurait conclu que *« le pays comptait 9% de chômeurs. Chiffre passé en 2013, à 5%, avant d'atteindre aujourd'hui les 2%* ». Lorsque certains journalistes se sont étonnés du décalage entre les chiffres officiels et la réalité qu'ils constatent sur le terrain, le ministre leur rétorque qu'il s'en tient à la définition du chômage donnée par le BIT (Bureau International du Travail). Quel cynisme !

L E U R S O C I E T E

Le tripatouiller les statistiques ne changent rien au fait que des millions de personnes n'ont pas de travail. Elles sont obligées de se débrouiller pour survivre. Ceux-là ne figurent pas dans les statistiques du chômage mais classés dans celles du « *secteur informel* » ou des « *auto-entrepreneurs* ». À ce rythme-là, on aura bientôt zéro chômeur officiel. Bravo!

ENCORE UN EFFONDREMENT D'IMMEUBLE À YOPOUGON !

Le 23 octobre, un immeuble en construction s'est écroulé, écrasant dans sa chute des studios habités qui se trouvaient à proximité. Par chance, il n'y a pas eu de mort à déplorer. Les occupants des studios ont juste eu le temps de se mettre hors de portée avant la chute du bâtiment.

Il y a à peine quelque mois, un scenario similaire s'était soldé par près de 30 morts à Yamoussoukro où un immeuble en construction s'était effondré sur des ouvriers. Mais cela ne semble pas avoir changé grande chose dans le fonctionnement du ministère de la Construction. Il se contente tout simplement d'attribuer des permis de construction et d'encaisser les frais qui vont avec.

Pour ce qui est de contrôler si les bâtiments qui sortent de terre respectent les normes de sécurité, c'est une autre histoire. Même quand il arrive qu'un chantier se fasse épingler par des contrôleurs du ministère cela se règle toujours avec des dessous de table.

Aujourd'hui des immeubles de plus en plus hauts poussent un peu partout dans Abidjan. La rapacité des promoteurs immobiliers qui n'ont pas de scrupule à faire des économies sur la vie et la sécurité des futures locataires, doublée de l'incurie et de la corruption du ministère de la Construction, font planer l'éventualité de nouveaux drames.

NOUVELLE AUGMENTATION DE SALAIRE POUR LE CORPS PRÉFECTORAL, C'EST POUR LES OUVRIERS ET LES PAYSANS QU'IL N'Y A PAS D'ARGENT

Le salaire des préfets et sous-préfets vient de connaitre une augmentation. Le 19 octobre, le président a pris un décret dans ce sens.

Sur l'échelle salariale, ce sont déjà des privilégiés avec tous les avantages (voitures, maison, primes, etc.) liés à leur fonctions. Le fait que la décision du président survienne une semaine juste après les élections municipales et régionales, sonne comme une récompense. Ce serait aussi un moyen de s'adjuger les bonnes grâces du corps préfectoral en prévision de l'élection présidentielle de 2020 qui profile à l'horizon.

On ne se serait pas surpris que dans les jours qui viennent des cadeaux soient aussi faits aux corps habillés ou aux députés. Depuis 1999, ces corps n'ont eu cesse d'avoir des augmentations de salaire ou de recevoir des cadeaux à l'approche des élections.

Les seuls qui ne figurent pas sur cette liste, ce sont les travailleurs. Il faut qu'ils se fassent entendre, non pas pour obtenir des cadeaux mais leur droit à une vie décente.

L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LES FAUX MÉDICAMENTS : C'EST LE CAPITALISME QUI TUE

Une campagne de lutte contre les « *médicaments de la rue* » a été lancée récemment à l'initiative du groupe pharmaceutique français Sanofi en collaboration avec le ministère de la Santé. Cette campagne a eu pour thème : « *Respecte ta vie, protège ta santé, n'achète pas tes médicaments dans la rue, va à la pharmacie. Ma santé, ma vie* ». À première vue, on croirait que ce groupe pharmaceutique se soucie réellement de la vie des malades. Oh que non ! L'un des responsables de cette firme n'affirmait-il pas lors de la cérémonie de lancement que « *ces faux médicaments représentent pour l'industrie pharmaceutique une perte financière de 100 milliards*. » car « *en Côte d'ivoire, 30 à 40% des médicaments sont achetés dans la rue…* ». Voilà ce qui préoccupe ce trust pharmaceutique, c'est la part de marché qui lui passe sous le nez. Il voudrait que l'Etat l'aide pour évincer cette concurrence.

Dans ce pays, ce n'est un secret pour personne que les soins médicaux sont hors de prix pour la grande partie des travailleurs et des populations pauvres. Non seulement, les hôpitaux publics sont des mouroirs pour pauvres car ils manquent de tout, mais en plus, les soins coûtent cher. Quant aux cliniques privées, n'en parlons pas car ce sont de véritables boutiques. Dans les pharmacies, les médicaments coûtent cher et les prix ne font que grimper. Dans ces conditions qu'est ce qui reste aux populations pauvres pour se soigner : c'est l'automédication en s'approvisionnant dans les rues quand elles peuvent ; certains font recours aux tradipraticiens et autres guérisseurs de tous poils. Pour beaucoup d'autres, il ne reste plus que les prières, c'est-à-dire rien.

Les campagnes répétées de lutte contre les médicaments de la rue ne changeront pas grand-chose tant que les soins de santé resteront soumis à la loi du profit capitaliste.

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : DU PIPEAU !

60 militaires ont été mis aux arrêts pour avoir, en échange de l'argent, favorisé le passage de concours administratifs à certains candidats. Évidemment, malgré le fait que l'argent a été palpé, les résultats sont pour la plupart négatifs. Devant la multiplication des plaintes, les autorités se sont vues dans l'obligation de réagir en faisant beaucoup de publicité autour de l'affaire, histoire de montrer qu'elles font quelque chose. Mais ce ne sont que des sous-fifres qui ont été arrêtés. Les vrais bénéficiaires, ceux qui sont haut placés dans l'administration, sont rarement inquiétés.

Dans ce pays, réussir un concours de la fonction publique relève d'un parcours du combattant. Nombreux sont les candidats qui sont obligés de s'acheter des places. Ce phénomène n'est un secret pour personne. Ça s'appelle le « *réseau* » ou encore le « *contexte* ».

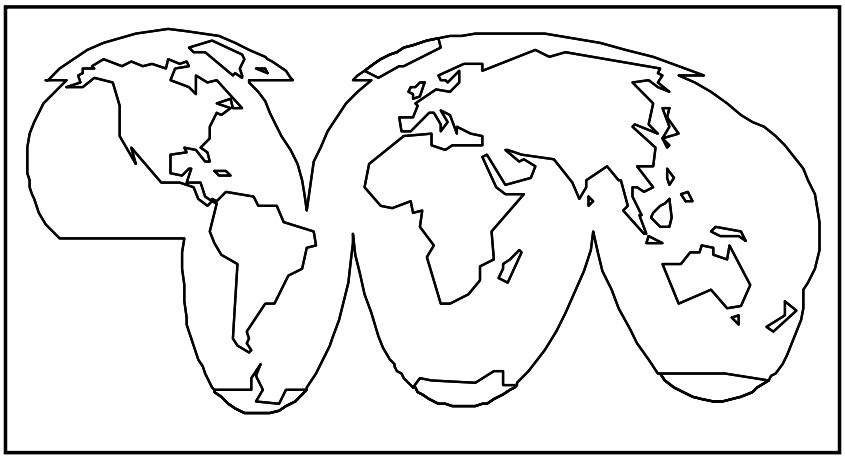
Comment pourrait-il en être autrement dans un pays où le chômage est ambiant. Pour ne donner que l'exemple du concours du Cafop

de l'année dernière, là où il n'y avait que 5 000 places à pourvoir, ce sont plus de 90 000 candidats qui se sont présentés. Ici, même le ministère organisateur du concours se comporte en escroc. Il ouvre grand les portes de l'inscription au concours pour empocher le maximum d'argent lors des inscriptions tout en sachant que les chances de réussite sont très minces.

Ce type de pratiques n'existe pas que dans le secteur public. Dans les zones industrielles, même pour avoir un poste de journalier, généralement il faut être « *pistonné* ». Ou alors il faut mouiller la barbe de certains chefs.

Toute cette corruption est inhérente au système capitaliste qui engendre ce chômage de masse. Voilà pourquoi leur prétendue lutte contre la corruption n'est qu'un écran de fumée.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

GUINÉE : IL Y A 60 ANS SÉKOU TOURÉ DISAIT « NON » À DE GAULLE

Un vent anticolonialiste soufflait un peu partout en Asie et en Afrique après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans les colonies françaises d'Afrique, de nombreuses révoltes éclataient : de l'Algérie à Madagascar en passant par le Sénégal où l'on assista à une rébellion des tirailleurs démobilisés dans le camp de Thiaroye ainsi qu'à une longue grève des cheminots du « *Dakar-Niger* ». Cette grève dura 160 jours et paralysa le chemin de fer, mettant à rude épreuve les intérêts du colonialisme français dans la région. Elle eut aussi des répercussions dans les pays voisins.

Sentant que la forme coloniale de sa domination sur les peuples n'allait plus être tenable, l'impérialisme français commença à lâcher du lest en assouplissant un petit peu sa manière d'administrer ses colonies. C'est ainsi que la première Constituante française, en 1945-1946, abolit l' « *indigénat* » ; On commença à gommer des termes comme « *sujets* » de l'Empire, réservés aux peuples colonisés, à accorder la nationalité française à une minorité d'africains. Dans la nouvelle constitution, l'expression « *Empire coloniale* » fut remplacée par celle de l'« *Union française* ». L'objectif était de changer la forme pour mieux conserver le fond.

Petit à petit on commença à former des cadres africains pour les préparer à une autonomie plus grande. C'est ainsi que le 28 septembre 1958 de Gaulle organisa une sorte référendum-plébiscite pour demander aux africains de choisir entre l'appartenance à la *« Communauté »* ou en sortir « *avec toutes ces conséquences ».*

Les dirigeants fidèles à l'impérialisme français tels que Houphouët Boigny, Senghor et bien d'autres choisirent de rester dans le giron français. Seul Sékou Touré appela à voter « *non* ». Il fut suivi, par une grande majorité de votants dans son pays puisque plus de 1,3 millions de guinéens choisirent le « *non* » contre moins de 57.000 pour le « *oui* ».

C'est ainsi que la Guinée de Sékou Touré accéda à l'indépendance dès le 2 Octobre 1958. Environ deux ans après, l'indépendance sera accordée à l'ensemble des colonies françaises d'Afrique. Cependant, le « *non* » de Sékou Touré ainsi que son langage sur la dignité africaine face à de Gaulle lui permirent d'avoir une popularité et une notoriété d'anticolonialiste qui dépassa largement la frontière de la Guinée. Il accueillit sur son territoire des militants noirs américains qui se battaient contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis, des militants anti-apartheid ou des nationalistes Bissau-Guinéens sous domination portugaise.

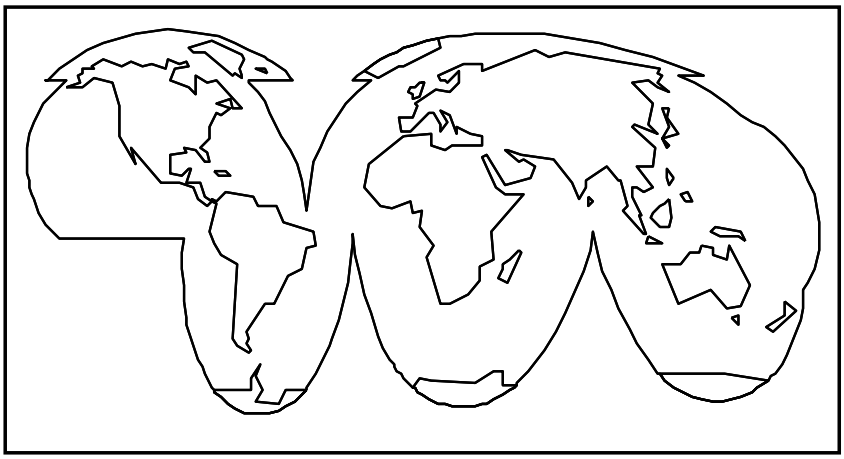
Mais pour le peuple guinéen, le régime que Sékou Touré installa n'a jamais été autre chose qu'une dictature féroce. Les grèves des enseignants furent réprimées dans le sang, les opposants et les meneurs furent emprisonnés dans le tristement célèbre camp Boiro. Assassinats, viols, tortures, emprisonnements et exils forcés firent plusieurs dizaines de milliers de victimes jusqu'à la fin de son régime, à sa mort en 1984.

La dictature n'était pas la spécificité du seul régime de Sékou Touré. Dès le lendemain de la décolonisation, ce fut partout le règne du parti unique et de l'absolutisme. Le multipartisme ne fut instauré un peu partout que dans les années 1990, mais cela n'a été qu'un simple ravalement de façade pour faire croire qu'à partir de là c'est la « démocratie » qui a été instaurée.

Pour l'écrasante majorité de la population, pour les travailleurs et la petite paysannerie, il n'y a eu ni démocratie ni progrès social. Le « *Soleil des indépendances* » n'a jamais brillé pour eux mais seulement pour une minorité de parasites locaux, principalement les dirigeants des appareils d'Etats nouvellement indépendants. Ils se sont engraissés en jouant le rôle de serviteurs locaux de l'impérialisme français qui continua à piller les richesses de ses anciennes colonies et d'exploiter les travailleurs.

Les véritables changements qui permettront à la grande majorité des populations d'accéder à une vie digne et décente ne proviendront que de la volonté et de la capacité des exploités eux-mêmes de s'organiser et de mener des luttes mettant en avant leurs intérêts spécifiques de classe exploitée et opprimée. Dans cette lutte, les travailleurs auront à se méfier des politiciens qui n'hésiteront pas à vouloir chapeauter leurs luttes pour les mener vers des objectifs qui se révèleront être des impasses sanglantes pour l'ensemble des classes pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.